

L'impossible musée. Controverses et protestations autour du projet du Red Location Museum, à Port Elizabeth (Afrique du Sud)

*Original*

L'impossible musée. Controverses et protestations autour du projet du Red Location Museum, à Port Elizabeth (Afrique du Sud) / Montanini, M.. - In: HISTOIRE URBAINE. - ISSN 1628-0482. - 63:2(2022), pp. 171-188.  
[10.3917/rhu.063.0173]

*Availability:*

This version is available at: 11583/2979788 since: 2023-07-03T13:04:13Z

*Publisher:*

Société française d'histoire urbaine

*Published*

DOI:10.3917/rhu.063.0173

*Terms of use:*

This article is made available under terms and conditions as specified in the corresponding bibliographic description in the repository

*Publisher copyright*

(Article begins on next page)

# L'impossible musée. Controverses et protestations autour du projet du Red Location Museum, à Port Elizabeth (Afrique du Sud)

**Marta Montanini**

DANS **HISTOIRE URBAINE** 2022/2 (N° 63), PAGES 171 À 188  
ÉDITIONS **SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'HISTOIRE URBAINE**

ISSN 1628-0482

DOI 10.3917/rhu.063.0173

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-histoire-urbaine-2022-2-page-171.htm>



**CAIRN.INFO**  
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Société française d'histoire urbaine.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'impossible musée. Controverses et protestations autour du projet du Red Location Museum, à Port Elizabeth (Afrique du Sud)

En Afrique du Sud, les projets publics de patrimonialisation liés à l'histoire de l'apartheid et à la lutte anti-apartheid sont toujours proposés et soutenus par les administrations municipales: ils sont décrits comme des projets indispensables<sup>1</sup>. Un consensus unanime et transversal s'en dégage: dans le débat public, les critiques ciblent les choix architecturaux, ceux des bâtiments ou des objets à préserver et les sources de financement de ces interventions. Toutefois, la nécessité de ces dernières est très rarement remise en cause. Le rôle joué par la mémorialisation et la remémoration des événements de l'époque de l'apartheid dans la construction de la démocratie sud-africaine explique ce consensus. L'impulsion institutionnelle d'écriture d'une histoire partagée et inclusive marque le changement de régime et crée une nouvelle représentation de la communauté nationale qui passe par la réconciliation entre groupes sociaux<sup>2</sup>.

\* Università di Torino

1. Dans cet article, la patrimonialisation est comprise comme un processus de construction du patrimoine en tant que bien public, c'est-à-dire un processus de construction de la mémoire collective et de ses réorganisation, cristallisation et valorisation, qui se traduit par la création d'espaces/sites matériels et collection d'objets (musées, mausolées, monuments). Le patrimoine est ici étudié « comme processus (et non plus comme corpus) et comme pratique sociale (et non comme pratique professionnelle) »; voir Cyril Isnart, « Les patrimonialisations ordinaires. Essai d'images ethnographiées », *ethnographiques.org*, n° 24 – juillet 2012, <https://www.ethnographiques.org/2012/numero-24/> (consulté en ligne).

2. Pour une analyse de la construction de l'histoire dans la période post-apartheid, voir Hans Erik Stolten, (ed.), *History Making and Present Day Politics. The Meaning of Collective Memory in South Africa*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2007.

Dans la période post-apartheid, l'historiographie a essayé de faire entendre des voix et des témoignages multiples et complexes en retraçant l'histoire des opprimés, des femmes, des jeunes, etc. tandis que le rôle de cristallisation des mémoires a été confié à la patrimonialisation, chargée de les unifier dans une seule narration<sup>3</sup>. Elle marque ainsi le rapport entre l'histoire et l'espace : les monuments, les musées, les mémoriaux ainsi que les objets témoins de l'histoire et de la mémoire changent le paysage et deviennent une partie de la vie quotidienne des habitants<sup>4</sup>.

La principale caractéristique du Red Location Museum et Cultural Precinct (RLMCP) est d'être le premier projet du gouvernement sud-africain qui combine explicitement la valorisation de la mémoire de la lutte anti-apartheid au développement socio-économique d'un quartier défavorisé. Bien que le projet visait à améliorer les conditions de vie des résidents considérés comme les principaux bénéficiaires, la création et la construction du RLMCP ont été marquées par une opposition durable au projet. L'histoire du RLMCP constitue donc une énigme dans les projets patrimoniaux urbains de l'Afrique du Sud post-apartheid : pourquoi les bénéficiaires d'un projet aussi important pour leur avenir ont-ils autant protesté à sa mise en œuvre dans leur quartier ?

Le RLMCP a été édifié à Red Location, l'un des *townships* les plus anciens de Port Elizabeth, qui elle-même fait partie de la municipalité de Nelson Mandela Bay, dans la province du Cap Oriental. Red Location, qui compte 15 000 habitants<sup>5</sup>, fait partie de la zone d'iBhayi, qui regroupe plusieurs *townships* situés au nord de la ville. Après une construction qui a duré plus de vingt ans et un investissement de 50 millions de rands<sup>6</sup>, le projet

3. Sur la relation complexe entre histoire et patrimonialisation en Afrique du Sud, voir Annie E. Coombes, *History after Apartheid, Visual Culture and Public Memory in Contemporary South Africa*, London, Duke University Press, 2003 et Ciraj Rassool, "The rise of heritage and the reconstitution of history in South Africa", *Kronos, Journal of Cape History*, 26, 2000, p. 1-21.

4. Sur la patrimonialisation et le paysage, voir Marc Treib, *Spatial Recall: memory in Architecture and Landscape*, London, New York, Routledge, 2009; Hans Erik Stolten, (ed.), *History Making and Present Day Politics...*, op. cit. Sur la construction des lieux de mémoire en différents contextes de l'Afrique du Sud voir Ali Hlongwane (ed.), *Footprints of the "class of 76": Commemoration, Memory, Mapping and Heritage*, Johannesburg, Hector Pieterse Memorial & Museum, 2008; Julian Jonker, Karen E. Till, "Mapping and excavating spectral traces in postapartheid Cape Town", *Memory Studies*, 2, 2009, p. 1-31; Ciraj Rassool, Sandra Prosalendis (eds.), *Recalling community in Cape Town: creating and curating the District Six Museum, Cape Town*, District Six Museum Foundation, 2001; Ciraj Rassool, "Memory and the Politics of History in the District Six Museum", in Noëllenn Murray, Nick Shepherd, Mike Hall (eds), *Desire Lines: space, memory and identity in the post-apartheid city*, London, New York, Routledge, 2007, p. 113-127; Anna Reading, "Identity, memory and cosmopolitanism: The otherness of the past and a right to memory?", *European Journal of Cultural Studies*, 14 (4), 2011, p. 3.

5. Statistics South Africa, recensement 2011.

6. Équivalent à environ 2,9 millions d'euros. La construction du musée a coûté 22 millions de rands et celle de la galerie d'art et de la bibliothèque (qui n'est pas achevée), environ 31 millions de

a été bloqué en 2013 par un groupe de résidents vivant à côté du centre culturel et le bâtiment a été symboliquement rendu au maire de la ville, Danny Jordan, en 2016 ; il est depuis lors en voie de délabrement, il attend d'être réaménagé et réouvert.

Loin de représenter une entreprise consensuelle, neutre ou un accord gagnant-gagnant, le RLMCP est un projet inachevé, traversé par de nombreux conflits et revendications portant sur des éléments matériels, le logement, le travail, les services publics de base mais aussi sur la mémoire, la façon de la préserver et ses multiples usages dans le quartier. Analyser les conflits qui ont traversé l'espace muséal, permet de mettre en lumière la manière dont ce *township* est devenu un espace de contestation à la fois de la mémoire officielle de la lutte contre l'apartheid et d'un projet de développement d'une ville post-apartheid. Il s'agit également d'un espace où les citoyens manifestent leurs visions du passé et du présent et négocient leur rôle dans la construction du futur de leur quartier et de leur ville.

Cet article est construit à partir de quarante-six entretiens non directifs avec les habitants de Red Location et de New Brighton, les promoteurs du projet, les employés du musée, les responsables des principaux organismes et services publics impliqués<sup>7</sup>, des membres du conseil municipal, des universitaires et des experts qui ont participé aux différentes étapes. En outre, cet article est basé sur la consultation de documents issus d'archives publiques et privées et de nombreuses séances d'observation participante réalisés au cours d'une recherche de terrain entre septembre 2014 et décembre 2016.

Dans un premier temps, nous reviendrons sur la politique gouvernementale de patrimonialisation et de développement urbain de Red Location *via* la création d'un centre culturel et de mémoire. Il s'agira de montrer ainsi combien le RLMCP constitue un prototype de gouvernement par le passé. Seront ensuite explorées les différentes façons de contester le projet et les attentes insatisfaites des résidents face aux promesses non tenues de développement du quartier, avant de mettre en relation ces pratiques avec les formes de réappropriation de la mémoire qui s'effectuent autour du RLMCP.

rands ; voir Dojon Financial Services, *Red Location Cultural Precinct, Phase 2C – Business Plan, Performing Arts Complex*, vol. 2, *From Partial to Full Sustainability*, Port Elizabeth, 2011 et Dojon Financial Services, *Africa's Largest Cultural Precinct, Business Plan*, vol. 3, *Performing art complex*, Port Elizabeth, 2011.

7. Nelson Mandela Bay Department of Sport, Recreation, Arts and Culture ; Department of Human Settlements ; Mandela Bay Development Agency (MBDA).

*Patrimonialisation :  
une politique gouvernementale et urbaine  
dans la période post-apartheid*

Malgré les politiques sociales et urbaines de déségrégation inaugurées après 1994, tels que l'amélioration des infrastructures dans les *townships* et des connexions entre ces quartiers et les anciennes villes blanches, la construction des logements sociaux et la fourniture des services de base, la mise en place d'un système de sécurité sociale, le renforcement de l'éducation et de la santé publique, les inégalités sociales et spatiales restent très fortement marquées dans les villes post-apartheid<sup>8</sup>.

Dans les premières années du nouveau régime démocratique les inégalités socio-économiques se trouvaient au cœur de l'agenda politique. Le gouvernement sud-africain a inauguré plusieurs politiques de développement socio-économique, dans le cadre du Reconstruction and Development Program (RDP), lancé en 1994. Le RDP prévoyait notamment dans les zones pénalisées sous le régime de l'apartheid, la création de 300 000 logements par an, pendant cinq ans, et la fourniture de services de base en eau et en électricité<sup>9</sup>.

Avec la réintégration de l'Afrique du Sud dans l'économie internationale, les politiques de développement mises en place par les élus nationaux et locaux ont été modelées par les aspirations à transformer les villes sud-africaines en des villes mondiales et post-industrielles. La cible principale des politiques de développement depuis les années 2000 est ainsi moins centrée sur l'inclusion économique des citoyens ou leur accès à des ressources dont ils avaient été dépossédés durant l'apartheid que sur le renforcement du secteur des services et l'intégration des villes dans des réseaux commerciaux et culturels internationaux<sup>10</sup>.

La volonté de construire des *world-class city* a conduit à exaspérer les inégalités socio-économiques héritées de la période de l'Apartheid qui

8. Bill Freund, "Is there Such a Thing as a Post-apartheid city?", *Urban Forum*, 21, 2010 ; Jennifer Robinson, *The Power of Apartheid: State, Power and Space in South African Cities*, Oxford, Butterworth-Heinemann, 1996 ; J. Seekings, "Introduction: Urban Studies in South Africa after Apartheid", *International Journal of Urban and Regional Research*, 24, 4, 2000.

9. *The Reconstruction and Development Programme (RDP)*, 1994, 2.5.2. Pour une analyse détaillée des programmes de logement voir Shisaka Development Management Services, Housing Subsidy Assets, *Exploring the Performance of Government Subsidies Housing in South Africa*, 2011.

10. Sur le "world class city" et sur comment les villes s'affirment sur le plan international voir Neil Brenner, *New State Spaces. Urban Governance and the Rescaling of Statehood*, Oxford, Oxford University Press, 2004 ; sur le concept de « ville mondiale » voir Saskia Sassen, *The Global City: New York, London, Tokyo*, Princeton, Princeton University Press, 1991.

continuent à structurer très fortement la vie quotidienne. Les villes sud-africaines sont ainsi traversées par plusieurs fractures, générées par le chevauchement des politiques urbaines de la période coloniale, de l'apartheid et du post-apartheid, et d'une économie industrielle et post-industrielle<sup>11</sup>.

Les politiques de patrimonialisation centrées sur le régime de l'apartheid, visent à réparer simultanément plusieurs fractures du passé et peuvent être utilisées comme des solutions complémentaires ou alternatives aux politiques de développement. Tout d'abord, la patrimonialisation de l'histoire de l'apartheid est supposée soigner les traumatismes du passé par la réconciliation entre groupes antagonistes, la pacification de leurs relations et la reconnaissance des groupes qui ont été opprimés. Ces politiques sont aussi le signe d'une transformation et d'un renouvellement de la ville : elles visent à changer l'image de la ville (*rebranding*) d'une ville déchirée par l'apartheid à une ville contemporaine pacifiée. Enfin, la patrimonialisation fait partie d'une politique de développement qui, en valorisant l'histoire commune et grâce aux retombées socio-économiques des interventions muséologiques dans la préservation des bâtiments historiques, donne une impulsion au secteur touristique. En outre, les bâtiments préservés, les musées ou les espaces de commémoration sont conçus comme des expérimentations de nouveaux espaces publics et des laboratoires de coexistence et d'inclusion.

La géographie de Red Location mais aussi son organisation spatiale, ses infrastructures, ses habitants, ses activités économiques, ont été façonnés par les politiques urbaines coloniales, par l'apartheid et par le caractère industriel du quartier<sup>12</sup>. Le quartier a été construit en 1902 pour loger les travailleurs noirs chassés du centre-ville. Ses baraques militaires en bois et tôle ondulée viennent d'un camp de concentration de la guerre anglo-boer (1899-1902). Les habitations avaient été adaptées pour loger 2 800 travailleurs célibataires (*single man*), sans leur famille ; il n'y avait pas d'électricité à l'intérieur des logements, les latrines et l'eau potable étaient en commun et le système d'égout inexistant<sup>13</sup>. L'implantation de plusieurs usines automobiles et métallurgiques près du quartier et au nord de la

11. Sarah Nuttall and Achille Mbembe (eds.), *Johannesburg: The Elusive Metropolis*, Durham, Duke University Press, 2008. Achille Mbembe, en retraçant la transformation de Johannesburg de « ville racialisée » à « ville métropolitaine », note que la vie matérielle et psychique de la ville est modelée par plusieurs temporalités qui coexistent.

12. Marianne Morange, *La question du logement à Mandela-City (ex. Port Elizabeth)*, Paris, Khartala, IFAS, Johannesburg, 2006.

13. Gary Baines, *A history of New Brighton, Port Elizabeth, South Africa, 1903-1953, The Detroit of the Union*, New York, Edwin Mellen, 2002, p. 67.

ville, a provoqué des migrations conséquentes, principalement amaXhosa<sup>14</sup>, une forte croissance du quartier et une grande promiscuité dans les logements. Les habitations originelles n'ont jamais été rénovées et, avec les années, les toitures en tôle et les murs en bois se sont détériorés et les conditions d'hygiène aggravées. Les conditions de vie et de travail et l'appartenance commune à un monde ouvrier ont été à la base d'un progressif engagement des habitants du quartier dans la lutte contre l'apartheid.

À la fin de l'apartheid, les administrateurs locaux ont été confrontés comme dans la plupart des villes sud-africaines à une situation dramatique : les logements étaient vétustes, dégradés et dangereux, surpeuplés et les conditions sanitaires y étaient alarmantes ; la pénurie de logement estimée à 63 800 en 1996, y était la plus grave en Afrique du Sud, après Johannesburg<sup>15</sup>. À Red Location, la construction de *social houses* était censée commencer avant même la mise en place du RDP, dès 1990, avec la construction de 436 habitations à Masangwanaville, une zone au nord du quartier. Les habitations devaient être bâties directement par les habitants avec du matériel fourni par la municipalité. Mais en raison de ses contraintes financières, la municipalité a acheté du matériel de mauvaise qualité en quantité insuffisante, causant des retards et des défauts majeurs dans la construction. En 1994, les conditions de vie et de logement des habitants du *township* étaient peu différentes de celles des années de ségrégation. C'est dans ce contexte que le projet de construction d'un musée à Red Location fut lancé.

Le Red Location Museum fait partie des premiers projets de patrimonialisation inaugurés juste après la fin de l'apartheid. Ces projets avaient des objectifs différents. Certains d'entre eux, comme le Robben Island Museum, créé en 1997 au large de la ville du Cap, avec des fonds publics, ou l'Apartheid Museum de Johannesburg, créé en 2001 avec des fonds privés, se focalisaient sur l'histoire nationale et n'avaient pas de communauté locale de référence ; d'autres, comme le District Six Museum, ouvert en 1994 au Cap, ou le Lwandle Migrant Labour Museum, ouvert en 2000 à Lwandle, près du Cap, ou encore le Alexandra Heritage Centre à Johannesburg, qui, après presque vingt ans depuis sa création, a ouvert ses portes en 2018, se concentraient sur l'histoire de communautés spécifiques et étaient soutenus ou impulsés par des membres actifs de ces quartiers.

14. Le terme « AmaXhosa » fait référence à un groupe bantuphone qui représente le deuxième groupe ethnique et linguistique de l'Afrique du Sud. La majorité des AmaXhosa est concentrée dans la Province du Cap-Oriental.

15. Marianne Morange, *La question du logement...*, *op. cit.*, p. 65.



Ce deuxième type de musée représentait une nouveauté pour les villes sud-africaines : situé loin des bâtiments institutionnels et des lieux de pouvoir du centre-ville, ces musées se proposaient d'être intégrés dans leur environnement immédiat et d'accueillir une mémoire quotidienne partagée par les membres d'une communauté auparavant opprimée dans le but de la réinscrire dans la mémoire nationale<sup>16</sup>.

### *Le RLMCP : un prototype de gouvernement par le passé*

En 1996, deux ans après les premières élections libres d'Afrique du Sud et la fin officielle de l'apartheid, un conseiller municipal de l'African National Congress (ANC) et membre de l'un des premiers conseils locaux de transition (Transitional Local Council<sup>17</sup>) lance l'idée de créer un musée et un centre culturel dédiés à la lutte contre l'apartheid à Red Location. Il faut rappeler que ce quartier est considéré comme un bastion de l'opposition au régime ségrégationniste. Dans les années 1980, la zone de iBhayi, est l'un des théâtres principaux des mobilisations urbaines et de boycotts des transports publics et des magasins possédés par des blancs, promus par le United Democratic Front (UDF), une organisation de lutte contre l'apartheid qui soutient en parallèle les demandes d'accès aux services de base des habitants des *townships*. En 1986, le gouvernement municipal ordonne la démolition des logements illégaux à Red Location et le déguerpissement de plusieurs familles dans un autre *township* plus au nord de la ville. Officiellement la mesure est justifiée par des raisons sanitaires, mais en réalité c'est une mesure qui vise à neutraliser les oppositions politiques au régime de l'apartheid<sup>18</sup>. Finalement, la démolition n'a pas eu lieu grâce à l'intervention, notamment, de Rory Riordan, président d'Operation Real South Africa, une association pour la défense des droits de l'homme, qui devint ensuite, un membre influent de l'ANC à Port Elizabeth. Riordan est de fait le conseiller municipal qui, dix ans plus tard, lance l'idée de la construction du musée.

16. Ciraj Rassool, "Making the District Six Museum in Cape Town", *Museum International*, 58, vol. 1-2, 2006. Sur Lwandle, voir Noëlenn Murray, Leslie Witz, L., *Hostels, Homes, Museums. Memorialising migrant labour pasts in Lwandle, South Africa*, Le Cap, UCT Press, 2014.

17. Les *Transitional Local Councils* étaient des conseils mixtes créés en 1993 pour gouverner les villes sud-africaines au moment de la transition politique.

18. D'après les notes de travail de Riordan du 1986, archive privée.

En 1998, la municipalité lance un concours national pour élaborer un plan directeur centré sur la construction d'un espace culturel dont le musée de la lutte contre l'apartheid serait le moteur principal. Trois volets sont inclus dans le projet présenté dans le dossier du concours : la construction d'un espace culturel valorisant une zone pauvre et marginalisée grâce à des investissements favorisant la patrimonialisation de certains lieux du quartier, la légitimation d'un espace habité par une forme de restitution à une communauté qui a beaucoup lutté contre l'apartheid et enfin la promotion par le musée des éléments de cohésion sociale et d'une façon d'orienter le futur du *township*. La volonté de changer le paysage du quartier et de créer un nouveau pôle d'attraction est plusieurs fois explicitée<sup>19</sup>.

Le projet gagnant du bureau d'architecture du Cap, Noero Wolff Architects, propose la construction d'un musée de l'histoire de l'apartheid (qui deviendra un musée de la lutte anti-apartheid), d'une galerie d'art, d'une médiathèque et la mise en place d'ateliers d'artistes. La forme du musée rappelle celle d'une usine en hommage au passé industriel du quartier. Il est construit avec des matériaux à bas prix qui sont les plus utilisés dans le *township*.

Le musée possède une dimension évocatrice. Il s'inspire du concept d'Andreas Huyssen, *twilights of memory* qui se réfère au vide qui se crée entre un événement et sa remémoration. Pour l'architecte Jo Noero, le musée donne aux visiteurs la possibilité de contempler et combler ce vide<sup>20</sup> : il entre dans la vie quotidienne des habitants à qui il rappelle constamment les souffrances des années de l'apartheid et les exorcise en transformant les souvenirs en une partie du paysage de tous les jours<sup>21</sup>.

Le musée ouvre ses portes en 2006. Le nombre des visiteurs est considérable (il passe de 5 889 visiteurs par an en 2006 à 117 155 en 2011, soit le même nombre de visiteurs que l'Apartheid Museum à Johannesburg et le double des visiteurs du District Six Museum<sup>22</sup>) et les critiques sur l'exposition permanente sont plutôt positives. En 2011, la construction

19. Albrecht Heroldt Architects, Competition for the Transformation of Red Location, Municipality of Port Elizabeth, Port Elizabeth, 1998 ; "R100 m apartheid museum planned", *The Herald*, 23/09/1996.

20. Jo Noero, "Winners: Noero Wolff Architects, Architect's statement", *South African Architect*, Juin, 1999. Pour une description détaillée du contenu du musée voir Naomi Roux, *Remaking the Urban: Heritage and Transformation in Nelson Mandela Bay*, Manchester, Manchester University Press, 2021 et Vuyisile Msila, "The Liberatory Function of a Museum: The Case of New Brighton's Red Location Museum", *The Anthropologist*, vol. 15, 2017, p. 209-218.

21. Jo Noero, "Winners...", *op. cit.*

22. Report on the Red Location Museum's Programming Achievement, Visitor Numbers and Product Growth, Red Location Museum, 2012.

d'une galerie d'art et d'une médiathèque est terminée (la galerie sera ouverte pour une seule exposition, la médiathèque n'ouvrira jamais). Dans la foulée du succès du musée, le plan directeur est étendu. Il traite davantage des activités liées à l'industrie culturelle et artistique : le nouveau plan comprend deux théâtres respectivement de 1 000 et 400 places, deux salles de cinéma, une salle de conférence, des studios de répétitions et une école d'art appliquée. Il encourage l'art local qui célèbre le passé du *township* tout en impulsant la construction d'un centre culturel à l'attractivité internationale. L'architecte et les promoteurs du projet affirment ainsi vouloir créer le plus grand centre culturel d'Afrique. Le titre du nouveau plan directeur est « *Africa's Largest Cultural Precinct* »<sup>23</sup>.

Le projet considère les résidents de Red Location en tant que communauté imaginaire qui inclut tous ceux qui se sont sacrifiés pour la lutte anti-apartheid et leurs descendants. Or, le quartier abrite différentes familles dont certaines n'ont pas participé à cette lutte anti-apartheid ou se sont installées dans le quartier récemment. Le Red Location Museum devient néanmoins le centre géographique du quartier, il dépasse toutes les autres constructions, il est visible de très loin et constitue le principal point de repère de la zone. Comme le musée est conçu comme un mémorial de la souffrance, la souffrance finit par devenir le prescripteur principal de la mémoire du quartier.

Au-delà des ambitions de développement de celui-ci, le projet se veut un modèle sur le plan national (un musée pour commémorer le passé et un centre culturel enraciné dans le passé, mais tourné vers le futur) et un symbole de la nouvelle Afrique du Sud. L'attention à cette dimension symbolique finit cependant par éloigner le projet de ses bénéficiaires déclarés. Plus le projet s'agrandit et devient ambitieux, plus les attentes des habitants passent au second plan. Le projet initial d'un centre communautaire pour le quartier est devenu un centre culturel destiné à la classe moyenne et aux touristes internationaux. Le succès du projet et son éloignement des habitants dévoile ainsi la fragilité de cette politique urbaine patrimoniale : en dehors de ce projet, il n'y a pas d'autres interventions prévues pour le quartier en vue de résoudre les problèmes socio-économiques des habitants.

23. Dojon Financial Services, *Africa's Largest Cultural Precinct...*, *op. cit.*

## *Un espace de contestation du pouvoir et de réappropriation*

Les rêves de grandeur du projet contrastent effectivement avec les demandes des résidents de Red Location. Au début du projet, en 1996, ces derniers forment un comité pour contester les décisions prises par la municipalité et faire entendre leurs voix et leurs préoccupations sur l'implantation et le futur programme. Les premières années, les contestations concernent deux aspects : le choix des priorités de dépenses des fonds publics dans le quartier et l'accès aux emplois générés par le projet. Les résidents demandent à être les bénéficiaires prioritaires d'un programme destiné à tous les habitants de la ville, en particulier en ce qui concerne les emplois offerts par le musée et le centre culturel. À plusieurs reprises, ils soulignent que le musée doit offrir des services et des opportunités aux jeunes du quartier.

L'utilisation de fonds publics est vivement critiquée car ils ne sont pas destinés à la rénovation des logements si mal construits au début des années 1990 qu'ils sont devenus presque inhabitables une décennie plus tard. La question du logement constitue l'enjeu principal du projet depuis sa création : comme plusieurs ménages vivent dans des habitations informelles sur le terrain destiné au musée, le projet prévoit de construire des logements pour les héberger. En outre, les baraquements militaires du début du <sup>xx</sup>e siècle sont encore habités. Dès 1996, le comité de sélection invite les architectes à trouver une solution pour conserver ces baraques gravement délabrées mais considérées comme appartenant au patrimoine local.

Entre le début des années 1990 et 2013, divers comités citoyens mènent des actions de protestation variées. Plusieurs manifestations ciblent le musée et s'adressent au *ward councillor*<sup>24</sup>, au maire et aux responsables du RLMCP. En 2003, les résidents qui devaient être déplacés pour faire place au musée protestent dans l'espace du chantier. Ils dénoncent des irrégularités dans la liste des bénéficiaires des *social houses*. Vingt-six d'entre eux sont arrêtés par la police et un médiateur de l'Independent Mediation Service of Eastern Cape (IMSEC)<sup>25</sup> est envoyé sur place, par la municipalité, afin de résoudre le problème entre les résidents et les institutions. À la suite de cette médiation, les administrateurs promettent de régler les problèmes de corruption à propos de la liste des bénéficiaires et de commencer la construction de logements sociaux. Mais les travaux ne démarrent pas. En 2005, les résidents, exaspérés, jettent des seaux d'excréments dans la cour en

24. Représentant élu du *ward*, circonscription correspondant à l'arrondissement.

25. L'IMSEC est un bureau privé d'arbitrage et médiation qui opère à Port Elizabeth.

face du musée. En 2009, un nouveau comité de résidents manifeste en face du musée car de nouvelles familles doivent être déplacées pour faire place à la construction de la galerie d'art et de la médiathèque et l'emplacement de leurs nouvelles maisons n'est pas précisé<sup>26</sup>.

Entre 2006, date de l'ouverture du musée au public et 2013, les difficultés de mise en œuvre du projet se sont donc considérablement accrues sur le terrain. En 2013, exaspéré par le manque de réponses et d'actions des administrateurs locaux (le *ward councillor* et le maire), le Red Location Steering Committee, comité le plus récent des résidents, s'installe dans les bâtiments déjà construits (le musée, la galerie d'art, la médiathèque) et force le musée à interrompre toutes ses activités. Cette démarche est symbolique : les habitants du quartier s'emparent d'un centre culturel construit « pour eux » et qui traite de leur histoire. Ils veulent également forcer le Ministère du logement (Department of Human Settlements) chargé de l'exécution du projet, mais aussi le Conseil municipal à commencer les travaux de rénovation des logements RDP. En 2016, ces derniers débutent enfin et les résidents rendent les clés du musée au maire. Pendant cette période, bien que le comité déclare à plusieurs reprises avoir assuré la sécurité de l'édifice, le musée et les autres bâtiments ont été détériorés. Ils restent fermés. Plusieurs objets ont été volés et les fonds destinés à la suite des travaux ne couvrent plus les coûts de réparation et des nouvelles constructions. En février 2020, les bâtiments étaient toujours fermés et un incendie rendait encore plus hypothétique une ouverture dans un avenir proche.

### *Des logements à la mémoire : autres parcours de réappropriation*

Les protestations des habitants et leur visibilité inaugurent un discours public sur les fractures socio-économiques de Red Location. Pour autant, la construction du musée pousse les résidents à s'interroger sur leurs relations à leur mémoire et à leur passé<sup>27</sup> : l'édifice contribue à façonner

26. L'histoire des protestations des résidents est longue et complexe. Pour une analyse détaillée voir Marta Montanini, *Redenzione forzata. Sviluppo, post-apartheid e pratiche di appropriazione a Red Location*, Université de Turin, thèse, et Naomi Roux, N., *Remaking the urban...*, *op. cit.*

27. Noëleen Murray, Leslie Witz, Sabine Marshall et Noor Nieftagodien traitent de la relation entre la construction mémorielle des personnes qui habitent près des projets patrimoniaux et ces projets eux-mêmes dans d'autres zones défavorisées d'Afrique du Sud. Voir Noëleen Murray, Leslie Witz, *Hostels, Homes, Museums...*, *op. cit.* ; Sabine Marschall, "Monuments and Affordance", *Cahiers d'études africaines*, 227, 2017 ; Noor Nieftagodien, "Public history in Alexandra", in Raymond Silverman (ed.), *Museum as process: translating local and global knowledges*, New York, London, Routledge, 2015.



Figure 1: L'affiche placée par le comité de pilotage de Red Location à l'entrée du musée pour expliquer sa fermeture, 2015 (photographiée par l'auteur).

la narration de soi de certains et devient également le point de départ d'autres pratiques et narrations mémorielles.

Parmi ces narrations de soi nées du musée se trouve celle des tenancières d'une auberge (*backpackers*) construite dans le vieux bar à bières du quartier (*beerhall*) juste en face du RLMCP. Le magasin est rénové en 2012, transformé en auberge grâce à des fonds municipaux, puis confié à une coopérative de femmes donc beaucoup de militantes amaButhu<sup>28</sup>. Le

28. Les amaButhu sont des formations paramilitaires de jeunes présentes dans les *townships* de la ville durant la lutte anti-apartheid. Ils sont liés à l'ANC, mais leur rôle n'a jamais été officiellement reconnu. Voir Jannet Cherry, *Kwazakele: The Politics of Transition in South Africa - An Eastern Cape case study*, thèse, Rhodes University, 2000.



Figure 2 : L'espace extérieur entre le musée et la bibliothèque, 2015 (photographié par l'auteur).

blocage du musée par le comité des résidents a fortement diminué le nombre de clients de l'auberge. Pendant nos recherches de terrain, nous avons interviewé les représentantes de la coopérative pour savoir ce qu'elles pensaient de l'action du comité : après quelque considération sur le présent et sur la situation du musée, leur discours a principalement porté sur les années de lutte. En particulier, l'une des femmes a longuement parlé de son passé de souffrances : il comportait tant de détails et était si émouvant que l'une de ses collègues m'a demandé s'il était enregistré car son témoignage s'avérait particulièrement poignant et riche<sup>29</sup>. L'entretien qui devait se concentrer sur les problèmes liés à la situation actuelle, se transformait en remémoration du passé des années de l'apartheid. L'identité de ces femmes amaButhu était à la base de leur narration passée et présente : elles s'étaient donné le rôle de témoins et d'actrices de la lutte anti-apartheid conformément à la représentation que le musée proposait des habitants du quartier.

29. Les entretiens des femmes de cette coopérative ont eu lieu le 16 juin 2015.

La mise en valeur de certains aspects et objets de la mémoire par le musée et le centre culturel influence également la relation entre les habitants du quartier, leurs objets quotidiens et l'espace domestique. L'aménagement de l'exposition permanente du musée a traversé des périodes incertaines. Au début, l'administration locale, les représentants du Ministère des sports, des loisirs, de l'art et de la culture mais aussi les conseillers municipaux et le personnel du musée n'arrivaient à définir ni le but principal du musée – était-ce un musée sur l'apartheid ou sur la lutte anti-apartheid? – ni la zone géographique qu'il devait aborder – le quartier, la ville ou tout le Cap-Oriental? Le conservateur du musée, dont la nomination fut le fruit de longues négociations politiques, devait travailler vite et disposait d'un budget limité. Avec l'aide de chercheurs universitaires locaux, il opta finalement pour un musée sur la lutte anti-apartheid à Red Location donnant également un aperçu de l'histoire matérielle et culturelle du quartier. Ce conservateur avait travaillé auparavant au South End Museum et sa décision fut probablement inspirée par cette expérience. Le South End Museum est un musée inauguré en 2001 à Port Elizabeth qui retrace l'histoire de ce quartier multiracial, détruit en 1965, un musée lui-même inspiré par l'expérience bien connue du District Six Museum, ouvert en 1994 dans la ville du Cap. À l'instar de l'expérience réalisée par le musée de South End, le personnel du Red location Museum s'est attaché à mobiliser les résidents pour obtenir des objets de la période de l'apartheid. En outre, un petit projet d'histoire orale, s'appuyant sur les habitants les plus âgés, embauchés comme guides du quartier, était initialement prévu. Mais d'après les récits des employés du musée, convaincre les résidents de Red Location de donner ou prêter au musée des objets liés à la lutte anti-apartheid fut difficile : beaucoup demandaient de l'argent, d'autres ne saisissaient pas quel type d'objet était recherché, se méfiaient des intentions de l'équipe du musée ou ne comprenaient pas le but de cette collecte, d'autres enfin étaient réticents car ils se rappelaient que les noirs pendant les années d'apartheid ne pouvaient entrer dans les musées de la ville.

Les objets considérés comme importants pour le musée, notamment ceux qui renvoient à la vie quotidienne dans la *township* à l'époque de l'apartheid, ne le sont pas toujours pour les habitants qui comprennent cependant mais souvent *a posteriori* que ces objets possèdent une valeur commerciale<sup>30</sup>. En 2014, un ancien habitant de Red Location, de retour dans le quartier après des années passées ailleurs, a réclamé la restitution de la maison de sa famille, une vieille baraque militaire, conservée à l'extérieur de la galerie d'art et transformée en objet d'expo-

30. D'après nos entretiens avec le personnel du musée le 12, le 16 et le 20 mars 2015.



sition<sup>31</sup>. Avant la construction du musée, les habitants de Red Location percevaient ces baraquements comme des marques de leur pauvreté et pas comme des biens de valeur.

Au-delà des pratiques mémorielles liées à l'édifice et des réactions des résidents aux pratiques de ce dernier, le parcours de réappropriation de la mémoire à Red Location se joue sur d'autres plans collectifs et individuels.

Le RLMCP n'est pas le seul projet patrimonial de Red Location. Avant sa création, une association de citoyens a voulu promouvoir la transformation en une maison-musée de la demeure de George Pemba, peintre de la vie du quartier entre les années 1950 et 1990. À la naissance du RLMCP, cette idée fut mise de côté par les administrateurs locaux. Le musicien Dudley Tito, décédé en 2016, qui habitait le quartier, gardait dans son studio une collection de posters des concerts de la période de l'apartheid qui constituent un mini-musée de la musique jouée à Red Location. Ces projets proposés « par le bas » ne répondent pas directement aux exigences de développement socio-économique, mais créent avant tout des lieux de mémoire partagés dans le quartier par les résidents.

Outre la création de musées ou les collectes d'objets, existent d'autres pratiques mémorielles moins visibles à Red Location. Lors des entretiens réalisés avec les habitants dans le quartier, nous avons constaté que leurs souvenirs étaient situés dans des zones géographiques précises, dans les environs du musée. La narration des expériences passées s'accompagnait souvent d'indications de lieux fondamentaux, de rues et de noms de famille des habitants du passé. Les résidents proposaient des promenades dans les rues pour revivre physiquement les aspects les plus marquants de leurs récits. Ces promenades improvisées de la mémoire mélangeaient les temporalités : ils évoquaient et récrivaient les différents passés d'une partie de la ville en resituant leurs souvenirs dans l'espace du quartier et en libérant leur mémoire de l'espace restrictif du musée. En ce sens, les souvenirs de personnes qui sont parvenues à fuir la police au cours de l'apartheid semblent emblématiques : leurs récits évoquent des sorties secondaires, des portes entre les cours à l'arrière des maisons. Dans la majorité des cas, les rues ont changé depuis et les portes qui reliaient les maisons entre elles ne sont plus là. Les interlocuteurs cherchent pourtant l'endroit précis où s'est passé ce qu'ils racontent.

D'un côté, cette forme de remémoration restitue un point de vue individuel et non collectif sur l'histoire du quartier. À la différence de l'exposition à l'intérieur du musée, les événements racontés vont au-delà des actions héroïques et les protagonistes ne sont pas que des personnages

31. A. Williams, "Homeless man wants his shack back from museum", *The Herald*, 10/09/2014.



Figure 3 : L'un des murs du studio de Dudley Tito, qui contenait diverses affiches et articles sur les concerts qui avaient lieu à Red Location et New Brighton, 2015 (photographié par l'auteur).

exemplaires. De l'autre, elle ouvre l'espace de la remémoration à d'autres sujets et objets exclus du musée ou non mentionnés par lui. Souvent, les récits des habitants corrigent l'histoire racontée dans l'édifice en attirant l'attention sur des endroits qui n'existent plus, mais qui ont joué un rôle très important pour la communauté : par exemple, une salle de boxe ou de danse mais aussi une rue connue pour être un parfait terrain de handball.

Plusieurs membres du personnel du musée racontaient que, quand le musée était ouvert et visitable, les habitants des environs avaient demandé à pouvoir utiliser l'espace à l'intérieur et à l'extérieur pour des activités qui étaient plus adaptées à un centre communautaire de quartier qu'à un musée (pratiquer des sports, faire des photocopies, se réunir, etc.)<sup>32</sup>. Le personnel du musée avait essayé de satisfaire les requêtes pour améliorer

32. D'après les entretiens avec le staff du musée, effectués le 12 mars 2015 et le 16 mars 2015.

la relation entre le musée et les résidents. Pour les habitants, la conservation de la mémoire pouvait s'accorder avec la gratuité d'accès et la multifonctionnalité de l'espace. Les habitants ne voyaient pas les objets de mémoire comme des objets détachés, isolés de la vie quotidienne et sacralisés ou précieux, mais comme une partie du passé fusionnée au présent. La conservation de la mémoire à travers la création d'un musée ne reflétait pas la relation fluide et physique des habitants avec leur passé<sup>33</sup>.

L'expression d'une nostalgie de certains aspects du passé permet d'inscrire son expérience dans l'histoire du quartier et donc de revendiquer son appartenance au lieu, sans adopter les pratiques et codes promus par le RLMCP<sup>34</sup>. La nostalgie des habitants de Red Location se manifeste à propos de la vitalité artistique et culturelle du quartier ainsi que des espaces de loisirs très nombreux et fréquentés pendant l'apartheid et qui ont quasiment tous disparu car les jeunes peuvent désormais se déplacer facilement ailleurs dans la ville contrairement à leurs parents<sup>35</sup>. Pour les résidents de Red Location, la nostalgie n'est pas juste un moyen de se rapprocher du passé mais comporte une critique implicite du présent : dans les *townships* l'on ne cherche plus une solution collective aux problèmes du quartier ; les habitants ne parviennent plus à créer leurs propres lieux ou à élaborer leurs propres stratégies. La nostalgie du passé rappelle les meneurs et les valeurs des mouvements anti-apartheid tout en condamnant la corruption du gouvernement actuel<sup>36</sup>.

Le projet du Red Location Museum était conçu en tant que projet patrimonial et mémoriel, mais aussi comme un projet de politique publique qui

33. Plusieurs critiques du RLMCP ont comparé le projet avec le *Steve Biko Centre* créé en 2002 à King William's Town, qui est un exemple d'un musée et centre culturel centré sur la facilité d'accès et sur le support à la communauté.

34. Sophie Didier souligne « Analyser les mémoires urbaines en Afrique du Sud, c'est analyser, on l'aura compris, tout autant des processus de redressement des torts causés dans le passé (et singulièrement le passé d'apartheid) que des processus de légitimation au présent dans l'espace de la ville », Sophie Didier, « Droit de mémoire, Droit à la Ville », *Géographie et cultures*, 105, 2018, <https://journals.openedition.org/gc/6645>.

35. Penfold note que dans les années 1980, les espaces de loisirs deviennent de véritables espaces publics de création, prélude à la participation politique des années 1990. À Red Location/New Brighton, les espaces de loisirs étaient les bars, mais encore plus les salles à côté des églises, une salle de danse et des espaces privées. Tom Penfold, "Towards a new public space: performance culture in 1980s South Africa", *Journal of African Cultural Studies*, 27, 3, septembre 2015. Sur la nostalgie « inconcevable » d'époques négativement connotées et la dimension politique de la nostalgie voir Jacob Dlamini, *Native Nostalgia*, Jacana Media, Johannesburg, 2009 ainsi que Eric Worby, Shireen Ally, *The disappointment of nostalgia: conceptualising cultures of memory in contemporary South Africa*, *Social Dynamics*, 39, 3, 2013.

36. Sur la nostalgie comme critique du présent, voir David Berliner, Olivia Angé (eds.), *Anthropology as Nostalgia*, New York, Oxford, Berghahn Books, 2015.

cherche à réparer les fractures de l'apartheid dans le quartier. Ce projet, voulu par le gouvernement de la ville, mais très peu discuté sur place, impose un encadrement spécifique de la mémoire et de la préservation du passé. Comme toute intervention urbaine, cette entreprise change le quartier. Son objectif est ambitieux : transformer toute la ville en marquant non seulement le passage de l'apartheid à la période post-apartheid, mais aussi le passage d'une ville industrielle à une ville post-industrielle où se développent le secteur des services et surtout, l'économie créative et la culture.

En 2005, dans ses notes de séminaire "*Towards a mission and vision for Red Location Museum*", le conservateur du musée Du Preez écrit : "*Caution: Red Location [people] would think that the museum is theirs, as it would keep their voices alive – not to lock out others*"<sup>37</sup>. Du Preez exprime ainsi ses doutes sur la bonne réception du projet par les habitants et réfléchit implicitement au rôle du musée en tant que politique publique. Sa préoccupation révèle l'ambiguïté du projet : officiellement, ce dernier s'adresse d'abord aux résidents, considérés comme des bénéficiaires ou partenaires ; en réalité, il s'inscrit dans un programme de rénovation urbaine visant à faire de Nelson Mandela Bay, une ville attractive pour les investissements et le tourisme national et international.

Dès le début de l'histoire du projet, la relation avec les habitants est donc vécue comme problématique. Les promoteurs du projet et le personnel du musée, ont le souci constant d'expliquer aux habitants l'importance de l'implantation d'un projet crucial pour leur quartier. L'adhésion et le soutien des habitants au projet sont considérés comme fondamentaux ; pourtant, la possibilité que les habitants critiquent la pertinence du projet par rapport à leurs propres attentes pour l'avenir du quartier n'est ni envisagée, ni même discutée.

La protestation des habitants est dirigée vers les origines du projet et le processus de patrimonialisation lui-même. En bloquant le projet, les résidents questionnent le sens même de la muséification de la mémoire de l'apartheid alors que les effets de cette période s'imposent de manière évidente dans l'état même de leurs maisons. La réappropriation de la mémoire et du projet par les habitants peut donc être interprétée comme une demande spécifique de justice réparatrice, qui n'est pas seulement fondée sur la reconnaissance de leur rôle dans la lutte anti-apartheid et de leurs souffrances passées, mais qui est surtout basée sur la reconnaissance de leur statut de citoyens, c'est-à-dire co-constructeurs, destinataires, utilisateurs et évaluateurs des projets publics.

37. Du Preez, C., *Towards a Mission and Vision For Red Location Museum*. Minutes, Archive privée, 2005.